

# Pauvreté et autonomie sociale

Les cuisines collectives comme stratégie de  
solidarité au Québec et au Pérou



Échange Québec - Pérou  
Novembre 1995



## **Horaires de vol**

### **Départ mardi 21 novembre 1995**

Le départ se fera à Dorval sur les ailes d'Air Canada vol 930 à 8h50.  
(Airbus A320). Nous arriverons à Miami à 12h16.

De Miami, nous prendrons le vol 603 de la compagnie Aéroperu à 17h45 en direction de Lima. (Boeing 757). Nous arriverons à Lima à 23h05.  
Une personne nous attendra à l'aéroport.

### **Retour vendredi 1er décembre 1995**

Le retour de Lima se fera par les ailes d'Aéroperu vol 602 à 10h55 en direction de Miami. (Boeing 757). Nous arriverons à Miami à 16h20.

De Miami, nous prendrons le vol 919 de la compagnie Air Canada à 19h00 pour faire escale à Toronto. (Boeing 767.) Nous arriverons à Toronto à 21h57.

De Toronto, nous prendrons un autre vol de la compagnie Air Canada, le vol 140. Le départ se fera à 23h00. (Boeing 767). Nous arriverons à l'aéroport de Dorval à 23h58.

## **En cas d'urgence...**

### **Au Pérou**

FAENA (Asociacion Fomento de la autogestion)  
Humberto Ortiz  
Santa Monica No 150, Urbanisacion Santa Luisa  
Tél.: 011 51 14 72-47-12

Nous logerons à la Casa Kolping  
Tél.:

### **À Montréal**

Relais-Femmes  
Lucie Bélanger  
1265, Berri, bureau 390  
Tél.: (514) 844-4509



## Calendrier de voyage

*Mardi 21 novembre 1995:*

Arrivée

*Mercredi 22 novembre 1995:*

AM Réunion avec les responsables de la Fédération des cuisines autogérées de Lima et Callao

PM Visite d'une Centrale de cuisines collectives du cône nord de Lima

*Jeudi 23 novembre 1995:*

AM Messe de la Fédération des cuisines pour ses membres

PM Conférence de Presse (au Congrès?)

*Vendredi 24 novembre 1995:*

AM Départ pour Cuzco/repos (2400 mètres d'altitude)

PM Réunion avec COMUZONE (Coordination des femmes de la zone nord est de la région de Cuzco)

*Samedi 25 novembre 1995:*

AM Visites de cuisines de Sicuani (2800 mètres au-dessus du niveau de la mer)

PM Retour a Cuzco/ repos

*Dimanche 26 novembre 1995:*

Repos et visites touristiques toute la journée

*Lundi 27 novembre 1995:*

AM Retour à Lima

PM Visite d'une centrale du cône sud de Lima

*Mardi 28 novembre 1995:*

AM Réunion avec des ONG qui travaillent avec des femmes

PM Visite à la centrale du cône est

*Mercredi 29 novembre 1995:*

AM Atelier de socialisation, résultats de recherche de Lima et du Québec



PM Suite de l'atelier: thème du jour: économie des cuisines et dimension de genre

*Jeudi 30 novembre 1995:*

AM Suite de l'atelier: thème du jour: génération de revenus

PM Visite à CADYP (équivalent de Développement et Paix)

*Vendredi 1er décembre 1995:*

AM Visite d'entreprises autogérées et d'entreprises defemmes

## **La vaccination et les différentes infections présentes au Pérou**

*Les informations suivantes sont tirées des documents remis par la clinique Santé-voyage de l'hôpital St-Luc et de discussions avec les professionnels sur place.*

Dans le contexte actuel de la situation au Pérou, il existe un certain nombre de vaccins que vous devez être certaine d'avoir reçu avant votre départ.

«Vaccin contre l'hépatite A: L'hépatite A est une infection virale du foie qu'on retrouve partout au monde et qu'on contracte en ingérant des aliments ou des boissons contaminés ou en avalant de l'eau contaminée au cours d'une baignade.»(1)

«Vaccin contre la typhoïde: La typhoïde est une infection bactérienne des intestins et du sang qu'on retrouve aux quatre coins du globe et qui se transmet de la même manière que l'hépatite A.»(1)

«La fièvre jaune est une infection du foie et d'autres tissus qui se transmet par une piqure d'insecte dans les régions rurales d'Amérique du Sud et d'Afrique.»(1) Il importe de savoir qu'elle est présente dans certaines régions du Pérou. Nous n'irons pas dans ces régions. Cependant, il se peut que d'autres pays exigent ce vaccin pour entrer chez eux en sachant que vous êtes allée au Pérou. Si vous prévoyez voyager dans les années qui viennent, il est important de le savoir. Le choix de recevoir ou non ce vaccin vous appartient.



«La malaria (aussi appelée paludisme) existe dans presque tous les pays tropicaux. On l'attrape surtout à la campagne...Les moustiques appelés anophèles la transmettent entre le coucher et le lever du soleil.»(1) La malaria est également présente dans certaines régions du Pérou. Nous n'irons pas dans ces régions. Nous n'aurons donc pas besoin de prendre de médicaments antipaludiques avant, pendant et après le voyage. Cela dit, rien ne nous empêche d'apporter avec nous un insectifuge comme le Muskol ou le OFF Regions sauvages contenant du DEET à une concentration d'environ 30%.

Par ailleurs, dépendant de votre situation particulière au niveau de la vaccination, il se pourrait que certains rappels soient nécessaires dans votre cas (polio, diphtérie, tétanos...). À ce sujet, vous pouvez vous fier sur votre médecin.

«La diarrhée du voyageur (tourista) est la maladie dont les voyageurs souffrent le plus souvent. La plupart du temps, elle disparaît sans traitement particulier au bout de deux ou trois jours. Toutefois, elle peut être associée à d'autres symptômes comme les vomissements et la fièvre. Elle est causée par des bactéries qui contaminent l'eau et la nourriture.»(1)

Il est possible d'éviter d'attraper la tourista en suivant des règles simples concernant les aliments et l'eau. C'est-à-dire de manger des aliments bien cuits et très chauds, de manger des fruits et des légumes crus seulement s'ils ont été lavés dans de l'eau purifiée ou pelés, de ne manger que des produits laitiers pasteurisés et de ne boire que de l'eau en bouteille. Le Pepto-Bismol peut également être utile dans la prévention de la tourista.

Si toutefois vous attrapez la tourista, il faut éviter les produits laitiers, boire beaucoup de liquide et attendre la diminution de la diarrhée avant de consommer des aliments solides. Il est également utile de prendre du Lomotil ou Imodium pour une diarrhée légère ou encore un antibiotique prescrit par un médecin comme la ciprofloxacine ou l'ofloxacine) pour écourter la diarrhée

1. Nash et Keystone. Passeport Santé-voyage. Document remis par la clinique Santé-voyage de l'hôpital St-Luc. p. 5,12,13 et 16



## **N'oubliez surtout pas...**

- votre passeport
- votre certificat de vaccination
- une photocopie de votre certificat de baptême
- une ceinture de taille
- un petit sac pour transporter vos notes et effets personnels
- vos médicaments personnels
- des médicaments pour soulager la turista
- de bons souliers
- un coupe-vent
- un chandail ou veste de laine (vous pouvez toujours vous en acheter sur place à bon prix)
- des films pour votre appareil photo
- un rouleau de papier hygiénique
- et si vous le souhaitez un drap cousu

...évittez de vous encombrer de choses inutiles.

On a souvent tendance à trop en apporter!

...évittez également les bijoux et objets de grandes valeurs. Il ne sert à rien de prendre des risques inutilement!



Les pages suivantes constituent un résumé de l'ensemble de la formation donnée les 3-4 et 5 novembre 1995

## Le Pérou

Données sur le Pays (septembre 1995)

Population totale: 23,1 millions

Population urbaine: 70,1%

Population rurale: 29,9%

Population de moins de 14 ans: 37,0%

Espérance de vie: 63 ans

Mortalité infantile urbaine: 40 sur 1000 naissances (vivantes)

Mortalité infantile rurale: 80 sur 1000 naissances (vivantes)

Taux d'analphabètes de sexe masculin: 7,1%

Taux d'analphabètes de sexe féminin: 18,3%

Population active économiquement (PEA): 8,0 millions

Population en condition de pauvreté: 11,5 millions

Population en extrême pauvreté: 4,0 millions

Taux de chômage et de sous-emploi (PEA): 76%

Taux de croissance économique (période 1993-95) +30%

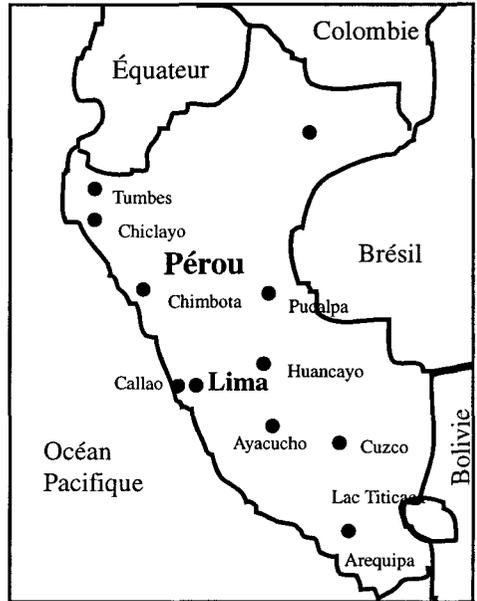
Dette extérieure: 23,5 millions US (billions)

Dette accumulée (1990-95): 4,100 millions US (billions)

Déficit commercial (jusqu'à décembre 1995)

(exportations-importations): 3,400 millions US (billions)

Pourcentage du territoire national sous l'état d'urgence: 45%



Le taux de mortalité maternelle au Pérou est l'un des plus élevés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il se situe à 30,3 pour 10 000 enfants nés vivants. Ce qui signifie qu'environ 2200 femmes meurent chaque année pour des causes de maternité (en majorité, de causes de complications faciles à prévoir).

Les 3 principales causes de cette mortalité sont: hémorragies, avortement, infections. L'avortement est l'un des principaux problèmes de santé publique au Pérou.



*Traduction libre d'une partie du texte sur le Pérou dans la troisième édition du volume *Aprénda el espanol descubriendo la América Latina primer nivel* Édité par le SQAL et élaboré par Felix Ascencio*

## **Le Pérou**

### **Les régions**

Le territoire péruvien présente trois régions: la côte, la montagne et la jungle.

La côte. Elle a entre 40 à 80 kilomètres de largeur. C'est une zone sablonneuse et aride. C'est à cette région qu'appartient Lima, la capitale, qui est le centre des activités industrielles, commerciales et agricoles du pays.

La montagne. C'est dans cette région que se retrouvent les principaux gisements miniers. Le Pérou est un des principaux producteurs de cuivre et d'argent. On y extrait aussi du zinc, du plomb, de l'or et du fer.

La jungle. Cette région représente 62% du territoire mais n'abrite que le huitième de la population. On retrouve dans cette région, d'importantes réserves de pétrole.

### **L'histoire**

L'empire Inca est apparu au XIIe siècle et a connu son apogée en 1530. Le conquistador espagnol Francisco Pizzaro a conquis l'empire Inca avec seulement 162 soldats.

Le représentant le plus important de la lutte contre l'occupation a été Tupac Amaru. Il a été exécuté après de nombreuses luttes contre les conquistadores. Avec la conquête espagnole, de nombreux indigènes moururent soit à cause de maladies, de la faim ou encore par l'exploitation féroce de leur force de travail dans les mines.

La libération du Pérou se fit seulement en 1825 par l'Argentin José de San Martin. Il a d'ailleurs mené une intense lutte de libération sur tout le continent.



Les Anglais sont arrivés au Pérou en 1890. Un accord commercial avec la Grande-Bretagne a alors concédé les matières premières et l'infrastructure du pays aux Anglais.

La dictature du président Leguia a permis l'entrée d'entreprises américaines sur le territoire entre 1919 et 1930.

Le sentiment anti-impérialiste et national s'est développé avec la création de 2 grands partis: le PCP (le parti communiste Péruvien) et l'APRA (l'alliance populaire révolutionnaire américaine).

Le PCP a été fondé par José Carlos Mariategui connu pour son rôle d'intellectuel, de journaliste et d'organisateur de la Centrale Générale de Travailleurs du Pérou.

L'APRA a été fondée pour sa part par Victor Raul Haya de La Torre qui a démarré son mouvement avec un caractère anti-dictatorial mais qui en s'alliant à l'oligarchie du pays à différents moments de l'histoire a perdu son rôle radical.

Dans les années 70, le populisme s'est développé avec l'AP (Action populaire) avec Fernando Belaunde à sa tête qui proposait de changer le système d'oligarchie. Ce parti a également cédé aux pressions de l'oligarchie et n'a jamais réalisé la réforme agraire. Au contraire, il a durement réprimé le mouvement des paysans qui luttaient pour la terre et la guérilla qui tentait d'organiser la paysannerie. Le gouvernement Belaunde n'a pas répondu aux aspirations des paysans et du peuple péruvien qui luttaient pour une réforme agraire et la nationalisation des entreprises américaines.

En 1968, un coup d'État a été réalisé par le général Juan Velazco. Ce général a nationalisé les entreprises américaines, réalisé une réforme agraire en formant des coopératives de production sous le contrôle de l'État et a réalisé d'autres réformes dans l'industrie et dans l'éducation dans le but de moderniser le pays. Cependant, toutes ces réformes ont échoué faute d'appui populaire.

Le problème principal de ce gouvernement, c'est qu'il n'a pas obtenu l'appui de la majorité des paysans et des organisations populaires. " La révolution par le haut " a donc commencé à vivre une crise économique en 1973 et le mécontentement de la population s'est fait sentir de plus en plus fortement.



En 1975, le général Morales Bermudez a pris le pouvoir et il a appliqué les politiques du Fond monétaire international aggravant ainsi la crise économique, sociale et politique du pays. À cause de la non-popularité des mesures qui provoquaient des manifestations de mécontentement dans la population, les militaires ont préparé le transfert du pouvoir aux civils.

En 1980, Belaunde revint au pouvoir avec 45% des votes. L'APRA obtint à ce moment 27% de vote et la gauche unie 10%. Le gouvernement Belaunde exécuta alors une contre réforme libérale, ce qui a signifié l'ouverture du pays au libre marché. Les manifestations et le mécontentement de la population s'intensifièrent alors et s'actualisèrent par des grèves nationales.

Dans la même année, apparut le Sentier lumineux dans le département de Ayacucho qui proposait la lutte armée et la prise du pouvoir comme la solution unique aux problèmes du pays. Il préparait une stratégie pour affronter le gouvernement. Belaunde autorisa alors l'intervention de l'armée. Les massacres et les disparitions de paysans devinrent alors fréquents: 10 000 personnes principalement des paysans moururent en 10 ans.

En 1985, l'APRA arriva au pouvoir avec un programme social démocrate avec 48% des votes. Les moyens économiques mis sur pied par le gouvernement menèrent le Pérou à une inflation de 2000% en 5 ans et à une baisse de la production de 12%.

L'accélération de la crise économique et la persistance de l'action de Sentier lumineux firent du Pérou un pays au bord de l'explosion sociale. Plusieurs grèves nationales de 24 heures marquèrent la vie du Pérou durant plusieurs années.

Le candidat Alberto Fujimori qui participait pour la première fois à la politique gagna les élections en mai 1990 au moment où la population péruvienne vivait la crise économique la plus profonde jamais connue avec des taux de sans emploi et d'inflation alarmants qui accentuèrent son mécontentement.

Le peuple péruvien et le mouvement populaire aspirent à l'unification de leurs forces et à la résolution de leurs problèmes les plus graves. Plusieurs organisations syndicales et populaires désirent un changement structurel du pays qui permettent plus de travail, de meilleures conditions de vie et la démocratie. C'est le défi qu'ils cherchent à réaliser.



*Formation donnée par Gisèle-Eva Côté de CUSO Québec le  
vendredi 3 novembre 1995*

## **Aspects politiques**

En avril 1995, le président Alberto Fujimori a été réélu avec 60% du vote.

On observe la disparition des partis politiques d'opposition face à la consolidation de quelques personnages qui occupent de plus en plus de place sur la scène parlementaire.

On observe aussi la recomposition de la fraction dissidente du sentier lumineux; le sentier rouge.

On a annoncé une nouvelle facette ou composante de la stratégie de pacification; la Loi de l'Amnistie 26479 qui vient libérer les responsables d'abus atroces aux droits humains. Ex. massacre d'étudiants de Cantuta.

Lors du discours inaugural de son nouveau mandat présidentiel, Fujimori a allumé l'étincelle d'un scandale politique encore actuel par l'annonce d'un programme ambitieux de planification familiale qui fait partie d'une stratégie gouvernementale pour en finir avec la pauvreté. Il projette de faire descendre le taux de natalité à 3,4 enfants/mère d'ici 5 ans. En ce moment, le taux de natalité en milieu urbain est de 3,1 enfants/mère et en milieu rural de 6,5 enfants/mère.

Cette proposition du gouvernement est appuyée par des chiffres dramatiques (37% des enfants souffrent de dénutrition chronique, dans les zones pauvres, ce taux va jusqu'à 73%), malgré cela, une vive opposition s'est levée. Celle-ci est formée de l'Église catholique et des secteurs politiques conservateurs. Cependant, rien n'arrête Fujimori et il a fait approuver au Congrès la loi nationale de politique de la population le 8 septembre dernier avec 70 votes contre 23.

A Beijing, Fujimori s'est fait le défenseur de la planification familiale en affrontant ouvertement le Vatican.

Indépendamment de l'appui qu'il reçoit, il y a un dénominateur commun qui relie sa façon de gouverner: c'est le manque de respect des opinions



divergentes et du dialogue comme instrument de gestion des politiques.

Rien ne peut empêcher l'exercice de son pouvoir que ce soit sa femme, la classe politique, l'ex-congrès qu'il a dissous, le corps diplomatique péruvien, les organismes de développement, les groupes de droits humains et maintenant l'Église catholique.

### **Aspects économiques, sociaux et humains**

En 1994, le Pérou pouvait compter sur le taux de croissance économique le plus élevé au monde +12%.

Pour la période 1993-95, le taux accumulé est de +30%.

Cependant, cela se fait sur le dos des pauvres. La croissance absolue des taux de pauvreté est équivalente à 1985. Aujourd'hui, le pays compte 1 million de plus de pauvres que l'an dernier. Il n'y a pas de développement possible pour les populations.

Parmi les diverses données qui marquent de manière dramatique le fossé, on remarque l'écart entre la croissance et le développement du pays. Au niveau de l'emploi, on constate qu'à Lima, depuis août 1990, l'emploi a descendu à 24% dans le secteur urbain industriel, 20,9% dans les services et 36% dans le commerce. Plus de la moitié des travailleurs du Pérou ont des conditions de contractuels, sans droit de travail, sans droits sociaux et familiaux.

La distribution des enveloppes budgétaires pour 1995, donne une idée des priorités du gouvernement. 16 millions US va au Ministère du travail alors que 5 000 millions US va au Ministère de la Présidence. Cet argent a été dépensé en infrastructures lors de sa campagne présidentielle pour des écoles par exemple. C'est en quelque sorte une façon d'acheter des votes.

La précarité de l'emploi des travailleurs actuels découragent toute tentative d'organisation et de revendication. Cependant, dans ce contexte, il y a un besoin incontournable d'appuyer la génération de propositions alternatives de la part de la société civile qui a été ébranlée mais qui continue à être active et présente: les syndicats, organisations paysannes et populaires, le mouvement féministe, les organisations de survie, les ONG...



## **Loi contre la violence familiale**

Il existe depuis decembre 1993, la loi 26260.

Avec cette loi, se sont établies la politique de l'État et de la société face à la violence familiale de même que des mesures de prévention pour garantir la sécurité personnelle.

Toutefois, il reste un grand pas à faire, c'est-à-dire l'instauration et l'opérationnalisation de cette loi.

La violence familiale est un fait qui a été très longtemps garder sous silence. À cause de cela, il n'y a aucune donnée statistique pour exprimer l'ampleur réelle du problème.

Malgré cela, on peut compter sur des données produites par les Commissariats de femmes (le premier fut créé en 1988, à Lima) qui rendent compte de la gravité du problème.

À Lima, le Commissariat de femmes reçoit en moyenne 180 denonciations par semaine. À Ica, on compte maintenant une douzaine de dénonciations par jour, à Puno, environ 10.

La violence familiale est un grave problème social en ce sens qu'elle affecte et implique l'ensemble de la société.

Au Pérou, la violence familiale est une des manifestations de violence les plus fréquentes. Cependant, il existe encore de nos jours une acceptation silencieuse de cette violence et très peu de conscience en ce qui a trait à voir cette violence comme une violation des droits humains les plus élémentaires des femmes, une partie intégrale et indivisible des droits humains universels.

À l'extérieur de la famille mais aussi en tant que violence exercée de façon quotidienne contre les femmes, il y a le harcèlement sexuel. Les femmes en sont victimes dans les centres de travail. Celui-ci est exercé par leurs patrons.

En conclusion, même s'il s'agit de situations pouvant être sanctionnées par la loi, le silence demeure, à cause du danger d'être congédiées dans un contexte où le marche du travail est instable et précaire.



## **Le Québec**

*Formation donnée par Claudette Champagne  
du Front commun des personnes assistées sociales du Québec  
le samedi 4 novembre 1995*

C'est en 1988 qu'est adoptée la loi sur la sécurité du revenu (loi 37). Avant l'adoption de cette loi, un revenu de base était alloué indépendamment des besoins et des motifs. L'État se reconnaissait une responsabilité envers ses citoyens. Avec la loi 37, on assiste à la déresponsabilisation de l'État. Les prestations sont maintenant allouées en fonction de la capacité ou non du citoyen à être au travail.

Il existe 3 volets de catégories pour classifier la capacité du citoyen à être au travail. Nous avons étudié plus particulièrement 2 de ces volets: 1. soutien financier et 2. APTE. Le troisième volet se nomme APPORT. C'est un complément de supplément de revenus pour les travailleurs à faibles revenus.

### **1. Soutien financier (INAPTE)**

Des prestations mensuelles sont versées à toute personne dans l'incapacité pour des raisons médicales, d'être sur le marché du travail.

Il est très difficile d'être admis comme soutien financier. Environ 20% des personnes assistées sociales le sont. Le rapport médical est envoyé par télécopieur et le jugement est rendu sans rencontre avec le demandeur.

Les prestataires considérés comme soutien financier ont droit à des gains de travail de 100\$ par mois. Cependant, cela est très piégeant pour eux puisqu'après un 1 an, il y a alors réévaluation de leur dossier et leur rapport médical ne passe pas.

### **2. APTE**

Une prestation mensuelle est versée à toute autre personne apte au marché du travail. On parle alors d'action positive au développement de l'employabilité.

Les aptes représentent environ 80% des personnes assistées sociales. Il existe 5



sous-catégories dans les aptes: les disponibles, les non disponibles, les participants, les non participants et les mixtes. La prestation reçue varie en fonction de la catégorie.

Dans la catégorie disponible, on rencontre les personnes qui se sont dites prêtes à accepter toute mesure d'employabilité et qui est en attente d'une de celles-ci. Ces personnes reçoivent 600\$ par mois pour une personne seule. Lorsqu'une personne est disponible, elle doit pouvoir accepter tout mesure sinon elle est classée non participante.

Dans la catégorie non disponible, on retrouve les personnes âgées de plus de 55 ans, les personnes ayant des enfants en bas âge, les personnes ayant subi une opération récemment ou encore les femmes enceintes. Ces personnes reçoivent 650\$ par mois pour une personne seule.

Dans la catégorie participant, on retrouve uniquement les personnes qui participent à une mesure d'employabilité. Ces personnes reçoivent également 650\$ par mois pour une personne seule.

Dans la catégorie non participant, on retrouve les personnes ne voulant participer à aucune mesure d'employabilité. Selon le gouvernement, les personnes non participantes sont celles qui ne veulent pas s'en sortir. Elles reçoivent 500\$ par mois pour une personne seule.

Dans la catégorie mixte, on retrouve les couples par exemple.

Cela dit, plusieurs autres conditions sont considérées pour établir le montant de la prestation. Il existe au total 130 barèmes différents. Les catégories précédentes correspondent à une allocation de base. C'est à partir de ces montants que l'on effectue les calculs relatifs aux autres conditions. Par exemple, pour le partage du loyer, il y a une coupure totale de 104.00\$. Des gains de travail variant entre 74 et 174\$ sont acceptés. Au-delà de ces montants, il y a une coupure. Il faut également savoir qu'après un partage de loyer de plus de 12 mois avec une personne du sexe opposé, il y a une coupure totale puisqu'on considère cette situation comme une situation de vie maritale. De nombreuses poursuites au criminel pour fraude sont d'ailleurs intentées contre des femmes.

Chaque personne assistée sociale a un agent responsable de son dossier.



Un agent est en moyenne responsable de 400 dossiers. Il est donc face à une charge de travail considérable. Il passe en moyenne 86% à faire de la gestion financière et 14% seulement de son temps va à l'employabilité. Par ailleurs, même s'il a un rôle d'information à jouer auprès des prestataires, il a le mandat de ne pas mentionner les impacts financiers des classifications.

Concernant le concept de vie maritale, prenons note qu'il varie en terme de temps en fonction des régimes. Pour l'aide sociale, il est d'un an, pour le régime des rentes du Québec, il passe à trois ans tout comme pour la Régie de l'assurance automobile du Québec.

En fait, le régime de la sécurité du revenu est un laboratoire où le gouvernement expérimente des concepts. Lorsque ceux-ci ne sont pas contestés, ils sont élargis à d'autres programmes ou plus largement encore au niveau social. C'est ce qui s'est passé avec le concept de vie maritale que l'on a élargi pour arriver à parler en termes de revenu familial. La contribution parentale à partir de 16 000\$ en est un exemple. L'inverse est également vrai lorsque l'on parle de contribution des enfants. Ils peuvent dans certains cas être tenus responsables de leurs parents.

### **Les mesures d'employabilité et leur efficacité**

Pour se situer un petit peu, rappelons que chaque personne qui fait partie du barème de participant reçoit une prestation mensuelle de 650\$. L'employeur pour sa part reçoit une subvention de 100\$ par mois par personne pour chaque personne qu'il emploie pour un minimum de 20 heures par semaine.

Il existe plusieurs mesures d'employabilité. Le rattrapage scolaire, Extra, le stage en milieu de travail, RADE en font partie. Le discours autour de la pertinence et la nécessité de ces mesures est très intéressant. Cependant, la réalité n'est pas rose.

Concernant le rattrapage scolaire par exemple, il faut savoir qu'en juin 1995, 37 000 personnes faisaient partie de ce programme alors que le nombre de place était de 20 000.

Concernant le programme Extra qui est d'une durée de 6 mois avec possibilité



de prolongation jusqu'à 1 an, plusieurs organismes communautaires l'ont utilisé comme moyen de financement en se disant qu'ils appliqueraient ce programme de façon humaine et dans un réel but de formation et de réinsertion. Cependant, cela demeure de l'ordre individuel et il faut savoir que ce programme n'a premièrement pas permis aux organismes communautaires de se trouver du financement réel et que deuxièmement, il ne permet pas aux gens de se sortir de l'aide sociale et de se trouver de vrais emplois.

L'article 24 de la loi dit d'ailleurs que toute personne qui exécute un travail dans le cadre des mesures d'employabilité n'a pas droit notamment à l'application de la convention collective en vigueur dans l'entreprise ni aux normes du travail. En fait, il est déjà prévu que ces gens n'ont pas droit au salaire minimum.

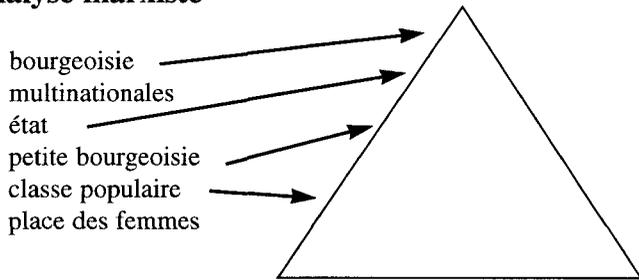
Par ailleurs, en 1991-1992, 51 millions de dollars ont été versés en subventions aux employeurs et il n'y a pas eu de créations d'emplois. Il y a donc tout lieu de questionner ces programmes et encore plus lorsqu'on sait quelles entreprises en ont bénéficié; il s'agit des groupes communautaires, de Canadian Tire, de Zellers, des Nordiques, des clubs de golf, de McDonald's, de Jean Coutu, de Club Price...Loin de créer de l'emploi, les prestataires de l'aide sociale sont passés de 400 000 à 800 000 de 1987 à 1995!

Si on regarde un autre programme, le programme PAIE qui se veut une aide à l'intégration à l'emploi en subventionnant le salaire de la personne de 66,6% à 100%, et si l'on demande aux employeurs: auriez-vous embauché quelqu'un si PAIE n'avait pas existé, ils répondent oui dans 51,6%. Ici encore, on est loin de la création d'emploi...

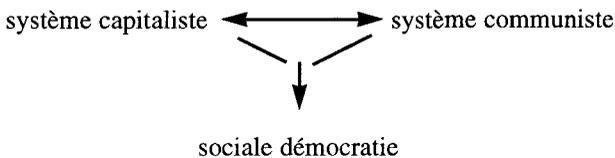
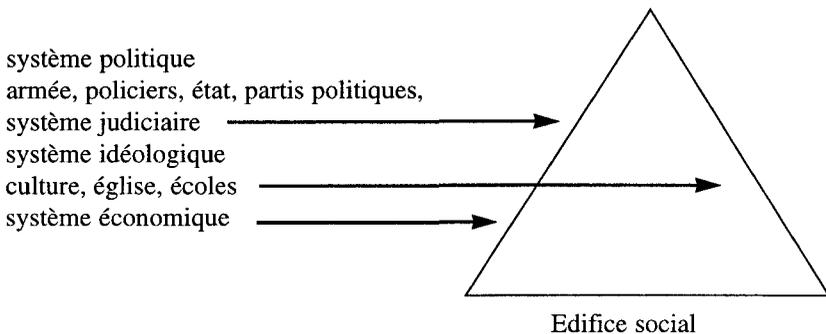
Par ailleurs, il est intéressant de remarquer que PAIE qui est un programme qui arrive à créer des emplois contrairement aux mesures d'employabilité, profite majoritairement aux hommes. Les statistiques en provenance du Ministère sont claires sur ce point.



## La grille d'analyse marxiste



1% de la richesse mondiale appartient aux femmes



production dans le but de faire plus de profits dans les mains de la minorité  
Avec l'effondrement du système communiste, l'équilibre des forces qui existait  
entre le système capitaliste et le système communiste et qui rendait possible  
l'existence de la sociale démocratie disparaît. Celle-ci est alors compromise.



Canada 6,45\$

Mexique 0,87\$

Mondialisation

pas de douanes

libre circulation des biens et des services

Pour arriver à une diminution du coût de la production, il existe 2 moyens:  
-développer la technologie, ce qui entraîne une diminution de la main d'oeuvre  
-diminuer la masse salariale et le coût des matières brutes  
comme les conventions collectives offrent une protection du taux horaire, il reste deux options: on va chercher de la main d'oeuvre ailleurs puisque la mondialisation des marchés le permet ou on développe la technologie ce qui entraîne une diminution de la main d'oeuvre

*Voir tableau préparé par  
Claudette Champagne du FCPASQ et  
R.E.P.A.S. de Granby  
au printemps 1995*

## **Pauvreté et autonomie sociale!**

Les cuisines collectives comme stratégie de solidarité au Québec et au Pérou

*Par Nicole Boucher, Danielle Fournier, Nadine Goudreault, Monoque Provost*

De nouvelles pauvretés sont apparues dans notre société depuis la crise du début des années 80. Des groupes se sont appauvris que l'on pense aux jeunes, aux jeunes familles, aux femmes cheffes de familles monoparentales. Corollairement, les problèmes de misère, de faim sont réapparus et on a vu se multiplier les ressources de dépannage alimentaire. Les cuisines collectives sont une réponse différente à ces problèmes de faim et de pauvreté. Elles favorisent la prise en charge des personnes, la recherche de l'autonomie sociale et la solidarité.



Les cuisines collectives sont un phénomène relativement neuf au Québec. Inexistantes il y a vingt ans, elles se développent aujourd'hui à un rythme accéléré.

Nouveau phénomène social, les cuisines collectives sont peu connues. La littérature à leur sujet est à peu près inexistante.

### **Une recherche-action**

Depuis septembre 1994, une équipe de recherche, en partenariat avec le Regroupement des cuisines collectives du Québec et Relais-Femmes, a entrepris une recherche-action sur les cuisines collectives au Québec et au Pérou.

L'équipe de recherche est composée de Nicole Boucher de l'Université Laval, Danielle Fournier de l'Université de Montréal, Monique Provost, agente de recherche et Nadine Goudreault, étudiante à la maîtrise en travail social.

Au Pérou, les partenaires de la recherche sont la FAENA (Asociacion fomento de la autogestion) et la Fédération des associations de cuisines populaires autogérées de Lima. Umberto Ortiz agira à titre de personne responsable de ce projet pour le Pérou.

Un comité d'encadrement de la démarche, composée de deux représentantes du RCCQ - Gertrude Lavoie et Lucie Massicotte - d'une représentante de Relais-Femmes, Lucie Bélanger, ainsi que de l'équipe de recherche, coordonne la démarche, s'assure de l'atteinte des objectifs, des liens constants entre la recherche et l'action sur le terrain des cuisines collectives. Ce comité fonctionne depuis plus de deux ans maintenant; il est à l'origine des demandes de subvention qui permettent la réalisation de cette recherche-action.

Cette démarche a été rendue possible par l'obtention de deux subventions. Pour le volet Québec, il s'agit d'une subvention du CRSH (Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada) dans le cadre des subventions stratégiques Femmes et changement. Pour le volet Pérou, il s'agit d'une subvention de Développement et Paix. Cette recherche-action durera trois ans.

### **Objectifs de la recherche-action**

- Dresser un profil socio-économique et démographique représentatif des cuisines collectives au Québec, en portant une attention particulière aux



variables de sexes et d'âges.

- Décrire la genèse historique, la structure organisationnelle et financière des cuisines et du regroupement des cuisines collectives.
- Observer, mettre en évidence l'impact des cuisines collectives, à partir du discours des usagères et participantes, sur leur état de bien-être personnel et social, sur l'estime de soi, le degré d'intégration sociale, l'autonomie sociale et la pratique de solidarité.
- Identifier les enjeux économiques et sociaux découlant de la pratique des cuisines collectives au Québec et au Pérou.
- Identifier les savoirs et les enjeux communs entre les cuisines aux niveaux international, national et local.

## **Volet Québec**

Notre recherche s'inscrit dans le courant de la recherche-action. Elle se veut une démarche de soutien à l'action et non une démarche qui vise à provoquer des changements. De plus, les personnes impliquées dans la démarche (ici les membres des cuisines collectives) ne sont pas considérées comme objets de la recherche mais bien comme sujets.

*Première étape de cueillette de données*, une fiche d'information a été envoyée à l'ensemble des cuisines collectives membres du Regroupement, soit 500 groupes à travers le Québec. Cette fiche d'information vise à dresser un portrait socio-démographique des participantes et participants ainsi qu'à recueillir des données factuelles sur la structure et l'organisation des cuisines. Plus de 200 groupes de cuisines collectives ont jusqu'ici complété la fiche. Nous sommes donc assurées de la validité et de la représentativité des données qui nous permettront de tracer un premier portrait d'ensemble des cuisines collectives au Québec.

*Deuxième étape de cueillette de données*, des observations participantes seront menées dans des groupes de cuisines collectives qui ont accepté de nous accueillir. Ces observations participantes permettront d'approfondir la connaissance des modèles d'organisation des cuisines collectives. Nous



assisterons et participerons, si les participantes le souhaitent, aux différentes étapes de réalisation d'une cuisine, soit la planification (choix des recettes, etc.), l'achat des aliments et la production.

*Troisième étape de cueillette de données*, des entrevues seront menées avec plusieurs personnes ayant joué un rôle significatif dans la constitution des cuisines collectives afin de rassembler les éléments de l'histoire de cette pratique sociale au Québec. Une analyse documentaire complètera cette étape de la recherche.

Enfin, *quatrième étape de cueillette de données*, nous rencontrerons des participantes de cuisines collectives afin d'explorer avec elles les impacts d'une participation sur le plan personnel, familial, relationnel et symbolique.

## **Volet Pérou**

Dès le départ de ce projet, les liens à maintenir, les comparaisons à faire avec les cuisines collectives au Sud et plus particulièrement au Pérou se sont imposés. En effet, les cuisines collectives péruviennes ont inspiré les pratiques de cuisines collectives au Québec.

Tant le RCCQ que l'équipe de recherche souhaitent approfondir les liens existants avec les cuisines péruviennes et systématiser les comparaisons dans le développement du modèle au Nord comme au Sud. Une subvention de Développement et Paix permettra de concrétiser ce souhait des membres du comité d'encadrement.

Ainsi, il sera possible de diffuser les résultats d'une recherche-action péruvienne avec les cuisines de Lima. Des documents de formation et des outils pédagogiques seront aussi réalisés. Ils seront en autres utilisés lors des rencontres de formation avec des leaders de quartiers de Lima ainsi que lors des rencontres d'échanges - qui se tiendront au Québec et au Pérou - entre des militantes des cuisines québécoises et péruviennes.

Ces activités permettront d'approfondir les liens entre les cuisines au Sud et au Nord, en mettant l'accent sur le développement des cuisines comme espace politique d'éducation à la démocratie et espace d'autonomisation sociale.





